

l'Anticapitaliste

n°662 | 18 mai 2023 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



Dossier

Grand Paris, le grand gouffre

Pages 6 et 7

ÉDITO

L'intox pour imposer
l'austérité! Page 2

PREMIER PLAN

Turquie. Les lendemains
qui déchantent Page 2

Avec ou sans nervis,
les dangers de l'extrême
droite Page 3

ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. La nouvelle
politique d'immigration
empêchera la plupart
des immigrants d'entrer
Page 4

Soudan. Aux côtés des
comités de résistance
Page 5

ACTU SOCIALE

Plan anti-fraude fiscale.
La «guerre» aux
ultra-riches et les
multinationales» est
loin d'être déclarée!
Page 8

Services publics. À Lure,
la mobilisation donne un
nouvel élan Page 9

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Pauline
Perrenot d'Acrimed
Page 12

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartianticapitaliste.org



Par NALIA BLOSSOM

L'intox pour imposer l'austérité!

Mors de la conférence de presse traditionnelle du lancement de la campagne déclarative des revenus 2022, Gabriel Attal, ministre de l'Action et des Comptes publics, a annoncé une campagne de consultation intitulée «*En avoir pour mes impôts*»! Cette pseudo-consultation est destinée à savoir comment les «contribuables» souhaitent que leur argent soit dépensé par l'État et à «expliquer» les dépenses publiques à travers en particulier le coût des services publics. L'objectif affiché par le gouvernement est de restaurer le consentement à l'impôt du plus grand nombre en montrant son utilité, en toute transparence. Ben voyons! Une fois encore tout n'est vu que par le prisme du coût, sans rappeler une seule fois l'utilité sociale de l'impôt. Jusqu'ici tout cela n'est pas très étonnant de la part de ce gouvernement! Mais on touche l'abject quand parmi les exemples, il y a par exemple le coût d'un accouchement (2600 euros d'argent public selon le gouvernement) à propos duquel le gouvernement «oublie» de dire que ce sont les cotisations sociales et non l'impôt qui financent la Sécurité sociale. À y regarder de près, des informations importantes sont omises et ce n'est évidemment pas un hasard: pas un mot sur le montant des cadeaux fiscaux donnés aux plus riches et aux entreprises depuis six ans! Pas un mot non plus sur la fraude et l'évasion fiscales qui s'élèvent entre 80 et 100 milliards d'euros par an! Facile ainsi pour le gouvernement de continuer à faire croire au matraquage fiscal et de ne pas parler de justice fiscale. En termes de transparence on a vu mieux! Derrière cette opération de communication adressée à toutes celles et ceux qui se mobilisent depuis le 19 janvier contre la réforme des retraites et pour la répartition des richesses, le gouvernement prépare en fait le plus grand nombre à une réduction drastique des dépenses publiques et donc à une détérioration accrue des services publics pour mieux les privatiser, tandis qu'il augmente les budgets régaliens. En s'adressant en particulier aux «classes moyennes» à travers l'impôt, il surfe sur le «populisme» et espère diviser pour mieux faire passer ses réformes antisociales. Continuer de se mobiliser contre l'ensemble de la politique de ce gouvernement est plus que jamais une nécessité!

BIEN DIT

Le gouvernement a perdu pied depuis le 49-3. Il se sent menacé. Depuis le 17 mars, et encore plus depuis le déplacement du président à Strasbourg, où est apparu le premier périmètre de protection, l'appareil d'État est entièrement mobilisé pour protéger la réputation et la personne du président de la République.

SERGE SLAMA (professeur de droit public),
Mediapart, 14 mai 2023.

À la Une

Face à Macron et son monde, rester mobiliséEs !

Sommet «Choose France», intervention de Macron sur TF1, déclarations et annonces tous azimuts du président et des ministres : le pouvoir essaie de reprendre la main et de «tourner la page» des retraites. Mais la colère est toujours là, l'instabilité politique aussi, et nous devons conserver notre objectif de leur infliger une défaite par nos mobilisations.

Macron, pseudo-roi de la communication, a donc choisi de recevoir à l'Élysée, le lundi 15 mai, Elon Musk. Une rencontre savamment mise en scène et particulièrement riche en symboles, quelques heures avant l'intervention télévisée du président sur TF1. Elon Musk, multi-milliardaire adepte du management toxique et brutal, des opérations boursières douteuses, de l'optimisation fiscale, des grands projets coûteux et inutiles, défenseur de la «liberté de parole» de Donald Trump, s'est ainsi retrouvé érigé en symbole des «capitaines d'industrie» auxquels Macron veut «tendre la main». Quelques heures plus tard, Musk continuait d'être accueilli comme un chef d'État, invité à déjeuner à la table d'honneur du ministre de l'Économie Bruno Le Maire à Versailles à l'occasion du sommet «Choose France».

Circulez, y'a rien à voir?
«Nous avons tant à faire ensemble», a déclaré Macron à propos de Musk. Voilà qui a de quoi nous inquiéter quant aux projets du président de la «start-up nation». Alors que la contre-réforme des retraites a suscité une mobilisation historique, que le président et son gouvernement sont ultra-minoritaires dans l'opinion, que ses déplacements et ceux de ses ministres continuent d'être perturbés malgré des déploiements policiers sans précédent, Macron fait comme si de rien n'était, continue d'étaler des bilans dégoulinants d'auto-satisfaction et de mépris, et affirme non seulement qu'il ne va pas modifier son cap mais qu'il entend accélérer ses politiques.

Son intervention au 20h de TF1 a ainsi été l'occasion de nouvelles



provocations, et d'annonces plus ou moins floues qui montrent que le pouvoir n'entend pas changer de logiciel : avec deux milliards de baisses d'impôts annoncées, Macron continue d'entretenir l'idée selon laquelle «les Français paient trop d'impôts» alors qu'il n'a eu de cesse d'alléger la fiscalité des plus riches et des grandes entreprises; en évoquant le fumeau «partage de la valeur», Macron contourne toute discussion sur l'augmentation des salaires, se concentrant sur la «participation» et l'intérêt ; et bien évidemment, pas un mot sur les conséquences que ces «économies» vont avoir sur la dépense publique, et donc notamment les services publics. En gros : circulez, y'a rien à voir, et malgré la contestation qui se poursuit, nous ne changerons rien, car nous savons ce qui est bon pour vous.

L'instabilité est toujours là

Mais derrière cette belle assurance, on sent tout de même pointer une certaine fébrilité, entre autres autour du flou de certaines annonces qui ressemblent davantage à des postures qu'à des réponses à une situation de crise économique, sociale et politique, qui dure. Le mépris exprimé par

Macron à l'égard de ses opposants s'est en outre accompagné de déclarations hypocrites à l'égard des syndicats, reçus mardi et mercredi à Matignon. Enfin, les déplacements de Macron et de ses ministres se sont considérablement ralentis sous la pression des comités d'accueil et autres casserolades, qui donnent à voir la faible légitimité et l'impopularité du gouvernement.

Nous ne sommes évidemment plus au mois de mars, avec un niveau de contestation sociale, grèves et manifestations, historiquement élevé. Mais cela ne signifie pas que le pouvoir a remporté la bataille, et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la minorité présidentielle est en train d'explorer les possibilités constitutionnelles pour empêcher qu'il y ait un vote, le 8 juin, sur l'abrogation de la loi modifiant l'âge de départ à la retraite. L'instabilité perdure, la colère est toujours là, et le gouvernement, au-delà de ses discours, sait que ses marges de manœuvre sont particulièrement réduites, entre autres pour faire passer ses futurs projets de régression sociale.

La journée de mobilisation du 6 juin peut être un nouveau rendez-vous massif, pour non seulement faire entendre la colère mais aussi donner un nouvel élan à la contestation sociale et politique. Nous devons tout faire pour qu'elle soit une réussite, ce qui signifie aussi organiser des rendez-vous intermédiaires, avec des actions, des réunions publiques, des comités d'accueil pour les macronistes. On ne lâchera pas l'affaire, la partie n'est pas terminée : pour nos retraites, pour nos salaires, pour nos services publics, en finir avec Macron et son monde reste l'objectif!

Julien Salinque

TURQUIE Les lendemains qui déchantent

Tous les sondages lui prédisaient au moins une forte avance dimanche 14 mai, ou même une victoire au premier tour, face à un RT Erdogan usé par 21 ans de pouvoir, empêtré dans une grave crise économique, critiqué pour sa gestion calamiteuse des deux tremblements de terre qui ont frappé la Turquie en février 2023.

L'espoir d'une défaite d'Erdogan en recul

Le matin des élections à Diyarbakir, la capitale de la région kurde de Turquie, tous les passagers étaient enthousiastes. Zelia, 56 ans, nous affirmait : «*Bien sûr que nous allons gagner ! Nous n'en pouvons plus*

Kemal Kılıçdaroğlu, le candidat du CHP (parti social-démocrate dont la figure tutélaire est Kemal Atatürk), était depuis quelque temps devenu la coqueluche des médias occidentaux. Pro-européen, néolibéral, sans liens sulfureux avec la Turquie, il avait tout pour plaire.

d'Erdogan, nous voulons la liberté pour nos prisonniers et pour nous, personne ne votera pour Erdogan ici ! Tous les jeunes veulent qu'il s'en aille». Un peu plus loin ce sont des jeunes qui brandissent le drapeau du Yeşil Sol, le Nouveau Parti vert, créé à la suite des menaces de dissolution du HDP. Ils ont 20 ans et n'ont connu que RT Erdogan comme président. Sur le trottoir d'en face, Hadi Abdou Khader, 73 ans, il prend le thé avec ses amis sous le soleil. «*Il n'y avait pas d'autre choix pour les Kurdes*

pour la présidentielle que de voter pour Kemal Kılıçdaroğlu. Si j'avais eu un autre choix je l'aurais fait. Les Kurdes commencent à être opprimés à l'instant où ils naissent. Et tant d'autres témoignages spontanés, affirmant leur confiance dans la chute du tyran.

Pourtant, le soir venu, dans les locaux bondés de militantes du HDP, devenus les locaux du Yeşil Sol, quand les premières estimations commencent à apparaître à l'écran, les visages se ferment. RT Erdogan

a une large avance, et même si les résultats des grandes villes favorables au CHP, comme Istanbul, Ankara ou Izmir ne sont pas encore connus, l'espoir d'une défaite d'Erdogan au premier tour s'effondre. Dans les locaux du CHP, dès 22 h, les militantes ne croient plus à la victoire et désertent ce qu'ils croyaient être la soirée de la victoire.

Retournement de situation

À minuit, devant le tribunal sous haute protection policière,

Un monde à changer

LE REVERS DE LA COURONNE. À peine remisé le carrosse doré ayant servi à l'indécence exhibition du couronnement de son premier roi du 21^e siècle, l'Angleterre donne à voir au monde son insupportable «innovation» concernant «l'accueil» des migrantEs : ce sera le «*Bibby Stockholm*» ! Cette barge géante va être arrimée dans le port de Portland pour héberger 500 hommes demandeurs d'asile pendant la durée de leur procédure. Cela fait suite au projet de soustraire avec le Rwanda la rétention des migrantEs cherchant à s'installer en Grande-Bretagne, actuellement suspendu à des décisions de justice.

Après celle du Danemark, qui s'est aussi

lancée dans le mirage rwandais avant de le suspendre pour préserver de possibles alliances politiques, la monarchie constitutionnelle du Royaume-Uni se distingue ainsi par son inventivité dans l'abjection. Le Premier ministre conservateur Rishi Sunak prétend vouloir économiser les deniers du contribuable britannique. En réalité, l'objectif de ces États couronnés consiste à déployer de nouveaux moyens afin d'empêcher l'arrivée sur leur territoire de milliers de personnes quittant leurs pays pour fuir la guerre, les persécutions et la misère. Notre monarque républicain n'est pas en reste, qui remet sur la table dès cet été l'examen de la loi Darmanin dont l'objectif n'est autre que de

rendre la vie impossible aux migrantEs et de restreindre encore le droit d'asile. Il continue de la sorte à dérouler le tapis rouge — la carpette brune — à l'extrême droite qui se nourrit de ces politiques racistes et s'enhardt. La démission du maire de Saint-Brevin, en Loire-Atlantique, en est un nouvel indice inquiétant : victime de menaces, ses voitures incendiées, sa maison touchée par les flammes, harcelé par des identitaires inspirés par les discours de Reconquête et du RN, il se retire et quitte la commune. Après le renoncement de la municipalité de Callac, dans les Côtes-d'Armor, c'est un nouveau coup dur porté à l'accueil des étrangerEs.

Face à l'internationale des chefs d'État, avec ou sans couronne, il est temps pour nous de nous rassembler pour mettre en échec les tenants de la Fortress Europe¹ !

1 - <https://www.youtube.com/watch?v=eMXKt99W61A>

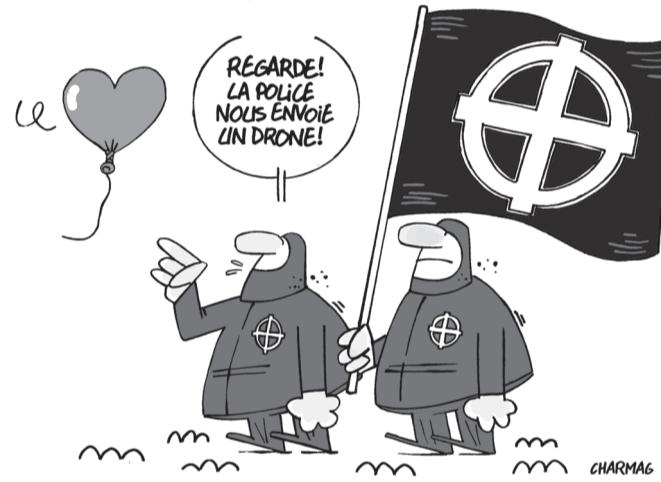
EXTRÊME DROITE Avec ou sans nervis, les dangers de l'extrême droite

Cette année, la boucle de deux kilomètres dans le quartier de Port-Royal à Paris, en hommage à un jeune nationaliste mort en 1994 en échappant à la police, n'est pas passée inaperçue. Audience inespérée, le 6 mai, pour les organisateurs qui n'en reviennent pas que cette «édition [soit passée] sur BFM» avec «condamnation de Darmanin». On a la fierté qu'on peut chez les jeunes natios !

Grisés par le battage médiatique ou plus occupés à traquer les journalistes, les anciens «Zouaves» se comptent à 700. Les drones de Laurent Nunez en ont compté 550. La réalité se situe plutôt entre 450 et 500. On comprend que des journalistes s'y intéressent : durant la mobilisation des retraites, les quelques attaques de jeunes mobiliséEs venaient de cette mouvance, mais il faut prendre un peu de recul.

Trente ans de manifestations

Après une première manifestation où 1000 à 1500 nationalistes défilent, élus FN en tête, l'hommage annuel du Comité du 9 mai (C9M) rassemble entre 200 à 250 excités. En 2007, rejoints par des hooligans du PSG, ils culminent à 400. En 2008, la manifestation est interdite, pour «risque de confrontation». Depuis 2002, les antifascistes contre-manifestent pour ne pas laisser la rue à ces nervis. Puis, Serge Ayoub détourne le C9M et l'associe à la fête de Jeanne d'Arc. Sa facho-pride rassemble en 2010 plus de 700 manifestants. Puis «l'union sacré des patriotes français» se délite. En 2013, la mort de Clément Méric, tué par des sbires, met un terme à son contrôle sur le C9M. Repris par le néo-GUD en 2014, le C9M revient à Port-Royal avec une centaine de manifestants. En 2019,



prise en main par les «Zouaves», le défilé double. Après deux ans d'interruption, 300 participants défilent en 2022. L'affluence de 2023, non négligeable, traduit surtout la polarisation actuelle autour du courant nationaliste-révolutionnaire, parfois marqué de catholicisme social, qui ne rassemble «que» 500 nervis juvéniles, répartis sur de nombreuses villes.

Beaucoup de bruit

Les réactions convenues face à ces «néofascistes dans les rues de Paris» sont désarmantes, parce que, sans perspectives concrètes, elles contribuent à plomber notre motivation face à un risque «néofasciste»

fantasmé, dans un moment charnière de la mobilisation sociale. Ensuite, elles renforcent la confiance de cette nébuleuse jeune et violente. Ses exactions sont réelles et à niveau trop élevé depuis trop longtemps, mais elles restent décentralisées et aléatoires, sans structuration à une échelle nationale. La mobilisation contre la réforme des retraites, et l'opposition toujours puissante à Macron, montre que les extrêmes droites ne parviennent pas à peser dans le mouvement social et que la majorité de la jeunesse qui se radicalise le fait autour de valeurs de solidarité, internationales, écologiques et féministes, ancrées dans le monde du travail.

Commission nationale antifascisme

les bulletins de vote continuent à arriver pour d'infinis recomptages, mais pour les jeunes du HDP rassemblés derrière les grilles, le cœur n'y est plus : «S'il est encore élu, nous partons ! En Europe, n'importe où ! On en peut plus !»

Alors comment expliquer ce retournement de situation de dernière heure par rapport aux nombreux sondages ? Certains estiment que c'est l'accord passé avec les Kurdes qui a démotivé une partie de l'électorat du CHP, d'autres que c'est la religion de Kemal Kılıçdaroğlu, un Alevi assumé, qui a rebuté l'électorat majoritairement sunnite, ou encore évoquent des fraudes et des manipulations. Certes RT Erdogan détient tous les pouvoirs, de la commission électorale aux rouages de

l'État en passant par les juges et le Parlement, mais une fraude à l'échelle de plusieurs millions de voix paraît peu plausible. Une manipulation possible en revanche serait celle d'avoir délibérément invalidé suffisamment de votes pour provoquer un deuxième tour. L'AKP dispose d'une réserve de voix importante avec les 5,3 % de voix qui se sont portées sur Sinan Ogan, un ultranationaliste qui prône l'expulsion de tous les réfugiés syriens, et un deuxième tour où il triompherait aurait l'avantage de faire taire les rumeurs de fraude et surtout de légitimer son élection aux yeux des Occidentaux qui l'avaient lâché. Quant au deuxième tour, il offre vraiment peu d'espoir, même pour la direction du Yeşil Sol.

Mireille Court



Kemal Kılıçdaroğlu en janvier 2023. WIKIMEDIA COMMONS

rendre la vie impossible aux migrantEs et de restreindre encore le droit d'asile. Il continue de la sorte à dérouler le tapis rouge — la carpette brune — à l'extrême droite qui se nourrit de ces politiques racistes et s'enhardt. La démission du maire de Saint-Brevin, en Loire-Atlantique, en est un nouvel indice inquiétant : victime de menaces, ses voitures incendiées, sa maison touchée par les flammes, harcelé par des identitaires inspirés par les discours de Reconquête et du RN, il se retire et quitte la commune. Après le renoncement de la municipalité de Callac, dans les Côtes-d'Armor, c'est un nouveau coup dur porté à l'accueil des étrangerEs.

Face à l'international des chefs d'État, avec ou sans couronne, il est temps pour nous de nous rassembler pour mettre en échec les tenants de la Fortress Europe¹ !

1 - <https://www.youtube.com/watch?v=eMXKt99W61A>

Le chiffre 2,42 millions

C'est le nombre de ménages en attente d'un logement social à fin 2022. Un record qui représente une hausse de 7% par rapport à 2021.

Source: AFP / 20 minutes

Agenda

Dimanche 28 mai, ZADimanche sur le Triangle de Gonesse. À 11 h au carrefour de la Patte-d'Oie de Gonesse (lire pages 6-7).

Samedi 3 juin, Montée au mur des fédérés en hommage à la Commune de Paris, Paris. À 11 h, rassemblement festif place des Fêtes puis, départ du cortège à 14 h 30 vers le Père-Lachaise.



Mardi 6 juin, journée de grève et manifestations intersyndicale.

NO COMMENT

Rien dans ma vie, dans mes valeurs, ne m'amène à avoir quelque complaisance que ce soit pour le RN. Mais je suis très attachée aux institutions de mon pays et ce que je constate, c'est que, depuis le début de la législature, LFI fait de l'antiparlementarisme au sein du Parlement.

ÉLISABETH BORNE, *le Journal du dimanche*, 14 mai 2023.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org **Tirage :** 6 500 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org **Directeur de publication :** Julien Salingué

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex **Secrétaire de rédaction :** Fabienne Brifault

Numéro ISSN : 2269-3696 **Maquette :** Ambre Bragard

Commission paritaire : 0419 P 11508 **Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. S.A.R.L au capital de 3500 € (durée 60 ans).



CHILI Le Conseil constitutionnel élu est une caricature de démocratie

Le 7 mai 2023, au Chili, 51 membres d'un «Conseil constitutionnel» ont été élus au suffrage universel pour «rédiger» une nouvelle Constitution. Loin de représenter la mise en place d'un véritable processus constituant démocratique, cette élection en est la parodie, et le résultat électoral, une rude défaite pour la coalition gouvernementale du président Boric.

Ceux qui se sont prononcés contre une nouvelle Constitution auront la faculté de l'écrire. Le Parti républicain, parti d'extrême droite nostalgique de Pinochet, a remporté le plus grand pourcentage de voix, 35,5% des 12 millions de votantEs, et le plus grand nombre d'élus : 22 sur 51. Il sera accompagné d'élus de la droite traditionnelle, celle de l'ex-président Piñera contre lequel se réalisa le soulèvement du peuple chilien en octobre 2019. La coalition gouvernementale «Unidad para Chile» du Président Boric — élu en décembre 2021 avec 51% des voix — en a obtenu 28,6% et disposera de 17 élus. La coalition de centre droit «Todo por Chile» a obtenu 8,9% des voix et n'a aucun élus. Parmi les peuples autochtones, seul un élus a pu surmonter les obstacles dressés pour leur élection.

Mise sous tutelle

Ce Conseil constitutionnel devra travailler sur un texte rédigé à l'avance par un autre organisme : une commission d'experts de 24 membres désignés à moitié par le Parlement et à moitié par le Sénat. La nouvelle Constitution ne devra pas s'écartier des 12 points établis par l'Accord pour le Chili signé le 12 décembre 2022 entre tous les partis représentés au Parlement, sauf le Parti républicain. Il s'agit donc d'une caricature de démocratie comme le dit Franck Gaudichaud¹, une Constituante «mise sous tutelle avant même d'avoir commencé à siéger, protégée des turbulences sociales et réduite à l'état de minorité», comme l'analyse le philosophe Pierre Dardot².

Au-delà de la déception, dans un pays qui a connu en octobre 2019 un formidable soulèvement populaire contre la politique néolibérale du gouvernement de droite en place, puis en octobre 2020, un référendum et un vote à 80% pour changer la Constitution héritée de Pinochet, puis l'élection d'une Convention constituante en 2021, qui a soumis au vote une Constitution démocratique et sociale en rupture avec le Chili néolibéral, finalement rejetée par plus de 60% des votantEs, il est évident que l'une des préoccupations les plus importantes est celle de comprendre.

Rompre avec le système néolibéral

Le résultat électoral du 7 mai dernier confirme en tout cas que la Constitution qui en sortira ne rompra en aucun cas avec le système néolibéral qui imprègne les institutions et la vie quotidienne chilienne. Certes, le gouvernement Boric a une marge de manœuvre limitée, d'autant qu'il renonce pas à pas à appliquer le programme sur lequel il a été élu. Comment réussir à affronter une hégémonie néolibérale mise en place pendant la dictature qui s'est prolongée depuis 1990 ? Le mouvement d'octobre 2019 a vu surgir une nouvelle génération en mesure d'affronter le système. Reste à reconstruire une gauche indépendante qui se nourrit et soit partie prenante de tous les mouvements qui furent à l'origine du soulèvement d'octobre 2019.

Correspondant

1 — «Au Chili, à 50 ans de la mort d'Allende, des avancées radicales sont toujours nécessaires», entretien avec Franck Gaudichaud, *L'Anticapitaliste*, la revue, mars 2023 n°144.

2 — «Chili : une indéniable parodie de processus constituant», Pierre Dardot, 11 mai 2023, Ceriseslacoopérative.info



José Antonio Kast, fondateur du Parti républicain au Chili. WIKIMEDIA COMMONS

ÉTATS-UNIS La nouvelle politique d'immigration empêchera la plupart des immigrants d'entrer

Joe Biden, usant de son pouvoir exécutif, a mis en place une nouvelle politique d'immigration destinée à stopper la plupart des personnes cherchant à immigrer aux États-Unis.

Avec l'expiration du Titre 42, une mesure de santé publique utilisée par l'ancien président Trump puis par Biden pendant la pandémie de Covid-19 pour empêcher des centaines de milliers de migrantEs d'entrer dans le pays, Joe Biden s'est tourné vers une nouvelle politique qui est tout aussi onéreuse et qui pourrait violer le droit d'asile tant étatsunien qu'international. De nombreux libéraux, progressistes et communautés d'immigrés vont considérer que Biden est revenu sur ses promesses et qu'il viole les valeurs nationales fondamentales.

40 millions d'immigrés

Historiquement, les États-Unis accueillent chaque année environ un million d'immigrants légaux qui obtiennent le statut de résident permanent légal (carte verte) tandis qu'environ un demi-million de personnes entrent chaque année sans papiers. La population immigrée totale des États-Unis s'élève à plus de 40 millions de personnes, soit, en valeur absolue, plus que dans n'importe quel autre pays. Ils représentent 13,7% de la population, parmi lesquels les 10,5 millions d'immigrés sans papiers n'en représentent que 3,2%. Les réfugiés, c'est-à-dire les personnes qui fuient les persécutions et la violence et qui sont admises au titre du droit d'asile, ne sont que 25 000 par an.

Les Démocrates (avec des différences entre eux) et les progressistes ont tendance à considérer que l'immigration contribue à l'économie US et enrichit sa culture, tandis que les Républicains affirment aujourd'hui que la société étatsunienne est



submergée par des étrangers qui menacent la culture nationale. De nombreuses grandes entreprises sont favorables à l'immigration parce qu'elle leur permet de disposer d'un plus grand nombre de travailleurs, souvent plus mal payés. Sous la pression des Républicains, Joe Biden semble vouloir adopter des politiques anti-immigration afin de gagner le soutien des électeurs indépendants (c'est-à-dire qui oscillent entre les votes républicain et démocrate) en vue des prochaines élections de 2024, bien que ces nouvelles règles reflètent également la tendance à long terme des Démocrates à durcir leurs politiques en matière d'immigration et de frontières.

Complications multiples

La nouvelle loi est compliquée. Les immigrants de quelques pays — Cuba, Haïti, Nicaragua, Venezuela, Afghanistan et Ukraine — pourront obtenir un «permis provisoire pour raisons humanitaires», c'est-à-dire

deux ans de résidence légale. Cette mesure est limitée à 30 000 personnes par mois qui doivent avoir un garant financier étatsunien. Les autres migrants, tout en attendant à l'étranger, devront utiliser une application pour obtenir un rendez-vous, environ 1 000 seront disponibles par jour, mais les auditions nécessitent aujourd'hui une attente de plusieurs mois, voire de plusieurs années. Pour ce qui est de l'asile sur la base de la crainte de persécutions et de violences, les migrantEs qui ont traversé d'autres pays pour atteindre les USA devront d'abord avoir demandé et s'être vu refuser l'asile dans ces pays. Certaines personnes franchissent la frontière dans un lieu non autorisé et se présentent aux autorités pour demander l'asile. Les personnes accompagnées d'enfants seront libérées et recevront une date d'audition, mais elles devront attendre des mois, voire des années, avant d'être entendues. La plupart des adultes voyageant seuls et demandant l'asile

seront rapidement traités et expulsés et peut-être accusés d'une infraction pénale. D'après les données antérieures, peut-être la moitié des demandeurs d'asile seront acceptés et les autres seront expulsés.

Impérialisme US

Pourquoi tant de migrantEs cherchent-ils à entrer aux États-Unis ? L'immigration européenne est aujourd'hui très minoritaire. À l'heure actuelle, 25 % des migrants viennent du Mexique, 15 % d'Amérique centrale et un pourcentage plus faible des Philippines, ancienne colonie US. L'impérialisme états-unien pourrait être considéré comme la principale force motrice de ces migrations latino-américaines. Les États-Unis ont dominé le Mexique, les Caraïbes et l'Amérique centrale pendant plus de cent ans, et l'Amérique du Sud pendant 70 ans. L'exploitation économique, les guerres et les occupations militaires, ainsi que le soutien aux coups d'État militaires ont handicapé le développement de l'Amérique latine tout en détruisant la démocratie, et en favorisant l'autoritarisme. Puis sont apparus les cartels de la drogue et leur extrême violence. Maintenant, les Asiatiques, principalement en provenance d'Inde et de Chine, représentent un grand nombre de migrantEs, poussés par les inégalités mondiales. Aujourd'hui, la crise climatique entraîne également des migrations.

L'impérialisme étatsunien, économique et militaire, a provoqué un afflux de migrantEs, et les politiques migratoires et frontalières des États-Unis sont censées les arrêter. Mais la «crise migratoire» se poursuivra tant que l'impérialisme, le militarisme et les crises environnementales perdureront.

Dan La Botz, traduction HW

UKRAINE En Europe centrale et orientale, une coalition partisane en construction

L'objectif de la réunion était de discuter des spécificités des problématiques rencontrées dans la région autant que de tracer des perspectives communes et d'être solidaires les uns des autres en cette période sombre. Yasmine Najime de Budoucnost a soutenu que «le système actuel s'est depuis longtemps éprouvé. Il montre ses vraies couleurs dans nos pays par un conservatisme extrême, la perte des droits fondamentaux, la privatisation des services publics et le refus d'interagir avec nos voisins sur un pied d'égalité. Mais nos économies et nos régions sont liées pour toujours et nous sommes très heureux de retrouver autour de nous des groupes avec les mêmes objectifs et valeurs, qui nous soutiennent autant que nous les soutenons».

Victoria Pigul de Sotsialnyi Rukh a déclaré : «Nous avons constaté un énorme déséquilibre dans la représentation des intérêts de l'Europe centrale et orientale dans les instances de l'Union européenne. [...] Nous avons besoin d'une association politique à part entière qui défendrait les intérêts de l'Europe orientale et centrale dans le domaine de la politique, de l'économie et de la sécurité en Europe et sur la scène internationale».

Mi-avril, à Bucarest, en Roumanie, des représentants de cinq partis — Budoucnost de Tchéquie, le Mouvement Social d'Ukraine, Szikra de Hongrie, Razem de Pologne et Demos de Roumanie — ont donné une conférence publique.



Restaurer un espace d'espoir et d'émancipation

Lili Vankó de Szikra a expliqué que son parti «croit fermement qu'en unissant nos forces avec les mouvements et les partis progressistes de la gauche verte de notre région, nous pouvons restaurer un espace d'espoir et d'émancipation en Europe centrale et orientale, mettant fin à des décennies de restructuration néolibérale de l'Etat et à la destruction de chaînes de solidarité».

Zofia Malisz, du Razem, a expliqué : «Nous avons persévééré et nous nous sommes professionnalisés, passant de mouvements populaires contestataires ou de mouvements à enjeu unique à des organisations politiques bénéficiant de solides acquis. Nous nous concentrons sur la reconstruction des liens sociaux et des structures détruites par la transformation néolibérale, par exemple en soutenant fortement le mouvement syndical. Le résultat est qu'une gauche moderne a

émergé en Europe centrale et orientale qui propose des solutions concrètes, socialement et écologiquement durables».

Claudio Krechun, de Demos de Roumanie, a expliqué que : «l'adhésion à l'Union européenne a aidé nos démocraties et nos économies, mais avec certaines limites et inconvénients, mais nous ne pouvons pas demander à l'Union européenne de résoudre tous nos problèmes, nous devons prendre nos responsabilités et nous devons agir. Entre l'ordre économique néolibéral défaillant et les dérives autoritaires nationalistes-conservatrices, nous devons défendre une véritable Europe sociale et une économie qui fonctionne pour tout le monde, pas pour quelques chanceux».

La lutte contre l'impérialisme russe continue d'arrache-pied en Ukraine et, face à cette urgence ressentie bien au-delà des frontières ukrainiennes, cette réunion contribue à poser des jalons résolument tournée vers l'émancipation des peuples et le progrès social.

Vola

A lors que les combats entre l'armée soudanaise du général Burhan et le groupe paramilitaire des Forces de soutien rapide (FSR) dirigées par le général Hemidi continuent de faire rage, les pourparlers entre les deux belligérants ont débouché sur un accord de création de corridors sécurisés. Ils doivent permettre aux civils de quitter le pays et d'acheminer du matériel humanitaire. En revanche, la trêve des armes n'a pu être obtenue par les négociateurs des USA et de l'Arabie saoudite.

Un lourd tribut pour les populations

Ces couloirs humanitaires seront-ils effectifs ? Rien n'est moins sûr. Les différents cessez-le-feu entre les deux généraux n'ont jamais été respectés et le sort des civils reste le cadet de leurs soucis. La situation des populations ne fait qu'empirer chaque jour qui passe. Les vivres, l'eau et le carburant viennent à manquer pour la plupart des habitantEs de Khartoum. Les derniers chiffres font état de 750 mortEs et 5 000 blesséEs dont beaucoup d'enfants. Les civils sont victimes des bombardements terrestres des FSR et aériens de l'armée soudanaise dans des quartiers densément peuplés. À cette insécurité, s'ajoutent les pillages perpétrés soit par les militaires des deux camps soit par des bandes de jeunes désœuvrés. Côté humanitaire, les perspectives ne sont guère brillantes. Il y a une crainte de la famine qui pourrait toucher au moins 2,5 millions de personnes dans un pays qui a souvent connu des crises alimentaires. Autre inquiétude, les combats qui

SOUDAN Aux côtés des comités de résistance

La guerre des généraux pour le pouvoir pourrait entraîner dans son sillage une partie des civils en exacerbant les divisions entre les populations. L'avenir du pays dépendra avant tout de la capacité des révolutionnaires à se maintenir comme une force attractive.



Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemidi en 2022. WIKIMEDIA COMMONS

se déroulent dans d'autres parties du pays. En effet, rien qu'au Darfour près de 450 civils ont été tués.

Un conflit qui s'inscrit dans la durée

La situation de cette région est d'autant plus inquiétante que l'on assiste à un élargissement du conflit. En effet des civils et des jeunes de certaines tribus ont pris les armes pour se battre aux côtés de l'un des deux camps. À Port-Soudan, la grande ville de la mer Rouge, des membres de la tribu des Beja réclament des armes pour se battre. Il est hélas très probable que le conflit dure car les forces belligérantes sont pour l'instant ravitaillées

en armes. Le gouvernement égyptien de Sissi appuie Burhan, et les milices en Libye du camp Haftar soutiennent Hemidi. Les cessez-le-feu ne peuvent être respectés que si il y a des mécanismes indépendants de contrôle, présents dans le pays. De plus, une trêve n'a de sens que si elle est une étape vers une solution politique, pour l'instant écartée par les deux camps où chacun rêve d'écraser militairement l'autre.

Renforcer notre solidarité

Lors des événements révolutionnaires de 2018, une unité entre les différentes populations du Soudan s'était forgée et avait perduré lors de la lutte contre le coup d'État. Elle

avait fait fi du racisme largement nourri par la dictature islamiste d'Omar el-Bachir. Dans une situation de violence exacerbée, ces divisions risquent de reprendre le dessus. Hemidi pourrait essayer de se faire le porte-parole des régions marginalisées et stigmatisées du pays, tandis que Burhan jouerait sur la peur des élites de Khartoum de voir les FSR régner au Soudan. Cette option néfaste n'est pas certaine. Tout dépendra de la capacité de résistance des forces révolutionnaires. Pour l'instant, elles sont unies dans le refus de céder aux sirènes de l'un ou de l'autre camp. Les comités de résistance qui ont joué un rôle central dans la révolution et la lutte contre le coup d'État demeurent un point d'appui d'importance pour la survie des populations civiles. Ce sont eux, avec le personnel médical, qui apportent les soins aux blesséEs. Ils organisent la solidarité en ravitaillant les plus démunis et, à travers un réseau d'information, permettent aux populations de fuir les quartiers les plus touchés par les combats.

À nous d'amplifier notre solidarité avec les comités de résistance, car quelle que soit l'issue du conflit, ils seront décisifs dans la construction d'une alternative à la barbarie des généraux.

Paul Martial

GRANDE-BRETAGNE—Unir les travailleurEs autour d'une stratégie pour les salaires

Récemment a eu lieu en Grande-Bretagne l'action syndicale la plus soutenue depuis des décennies, en réponse à une attaque massive contre le niveau de vie. Ces actions ont conduit de nombreux jeunes travailleurEs à participer aux piquets de grève et ont bénéficié d'un fort soutien de la part du public, malgré les attaques virulentes des médias grand public et des politiciens en place.

Le lancement de la très populaire campagne «Enough is Enough», qui a permis de lier les luttes autour de questions plus larges telles que le logement et le droit à l'alimentation à la solidarité de la grève, a semblé très positif. Cependant, à ce stade, certaines actions s'enlisent et d'autres risquent de déboucher sur une défaite. Plusieurs syndicats ont dû procéder à un nouveau scrutin, car selon les lois réactionnaires les mandats ne durent que six mois. Même lorsque ces mandats ont été remportés, par exemple par les syndicats des chemins de fer, l'absence de stratégie apparente de la part des directions signifie que la démoralisation pourrait s'installer. Au sein du syndicat de la fonction publique PCS, l'un des départements les plus importants et les plus militants, le ministère du Travail et des pensions, a manqué de peu le seuil de déclenchement d'une nouvelle action.

Les travailleurEs de la santé disent Non, mais pas tous

L'action des travailleurEs de la santé se fragmente. Le Royal College of Nursing (RCN) est passé d'une organisation qui n'a jamais mené d'action syndicale à une organisation dont



Membres du CWU (syndicat des postes et télécommunications) sur une ligne de piquetage à Vauxhall, dans le sud de Londres. Guy SMALLMAN

les membres ont rejeté l'offre gouvernementale d'une augmentation de salaire de 5% — bien en deçà de l'inflation existante — contre l'avantage de leurs dirigeants. La secrétaire générale, Pat Cullen, affirme que seule une offre à deux chiffres peut endiguer une campagne de grèves jusqu'à Noël — mais le RNC doit remporter un nouveau scrutin avant de pouvoir se remettre en grève. Entre-temps, deux autres grands syndicats qui représentent les travailleurEs de la santé — à différents niveaux — ont accepté l'offre du gouvernement, tandis que les

membres d'Unité l'ont rejetée. Des actions ont également été menées par les médecins en formation, dont le précédent conflit en 2015-2016, avait été bradé par les dirigeants de l'époque, depuis remplacés par une équipe plus déterminée.

Dans ce contexte, le développement de «Health Workers say No» (les travailleurEs de la santé disent Non), qui rassemble des militantEs de tous les syndicats, est un petit pas en avant, mais il faut un débat beaucoup plus large sur les arguments en faveur du syndicalisme industriel et du contrôle des conflits par la base.

Un accord désastreux chez les postierEs

La pire situation parmi les travailleurEs qui ont mené des actions soutenues est celle des postierEs. Ces derniers ont fait grève pendant 18 jours en 2022. Aujourd'hui, la direction du syndicat, censée être de gauche, recommande l'acceptation d'un accord qui est un véritable désastre.

Cet accord prévoit une augmentation significative du travail à l'extérieur, une réduction des indemnités journalières, le licenciement des personnes ayant des responsabilités familiales, le tout pour une augmentation de salaire de 10 % sur trois ans. Au moins 400 militantEs syndicaux ont été suspendus ou licenciés par la direction au cours du conflit, et le syndicat prétend que tout sera réglé lorsque les membres adhéreront à l'accord. Il ne fait aucun doute que la direction reviendra à la charge. C'est pourquoi le lancement d'un groupe de travailleurEs des postes pour dire non est une étape bienvenue.

C'est également dans ce contexte que les conférences organisées plus tard dans l'été pour discuter de la stratégie d'organisation de la base — l'une à Londres et l'autre à Manchester — sont les bienvenues et doivent déboucher sur une coopération plus profonde que celle qui existe actuellement entre les militants syndicaux.

Terry Conway (traduction DeepL, revue FD)

MÉGAFEU EN ALBERTA

État d'urgence au Canada, état d'urgence planétaire !

Au Canada, 410 000 ha étaient ravagés à la date du 11 mai ! L'équivalent d'une bande de 41 km sur 100 km ! 23 incendies restent hors contrôle à cette date et l'aide internationale est demandée... Dans l'hémisphère sud, au Chili, une surface équivalente est partie en fumée en début d'année. Et tandis que la Russie aussi fait face aux mésafoux, les forêts pyrénées sont également touchées.

Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) est explicite sur le sujet. Ces mésafoux sont comme une confirmation de ce qu'il a documenté... mais en pire ! Les moyens les plus sophistiqués mis en œuvre restent impuissants. On en vient à implorer l'arrivée de la pluie, à prier pour que le vent retombe. Mais justement, ces vents sont augmentés par ces mésafoux !



Les feux incontrôlables de l'Alberta ont obligé à l'évacuation de plusieurs dizaines de milliers de personnes. DR

Mésafoux imputables au réchauffement climatique

La cause directe est le plus souvent d'origine humaine, par négligence ou acte volontaire. Mais c'est l'activité économique capitaliste qui a créé le contexte global de très haute inflammabilité. Le réchauffement climatique multiplie les périodes de sécheresse et les canicules. La généralisation des «forêts industrielles», en monoculture, la prédominance des résineux, sont autant de facteurs d'aggravation. Après l'accaparement des forêts par les capitalistes, l'écrasement des pratiques traditionnelles de vie en forêt (notamment en Amazonie) en est aussi une des causes.

Anthropocène, capitalocène... et pyrocène !

Les mésafoux, parmi tous les phénomènes extrêmes que nous vivons, sont les plus récents, les plus déroutants. Les quantités de CO₂ qu'ils dégagent sont phénoménales, la pollution par les particules fines qu'ils engendrent est catastrophique. L'Alberta est aussi un des centres de la poursuite de l'exploitation des énergies fossiles avec les paysages défoncés pour l'extraction des schistes bitumineux. Cet extractivisme est en lien fort avec le productivisme, au cœur du système capitaliste. Il y a quelques années, un mésafu avait déjà touché l'Alberta. La NASA évoque la possibilité de mésafoux de dimension planétaire.

Faire face, ensemble

Et de manière démocratique ! Tous les états d'urgence, les mises en berne des libertés, le déploiement démentiel de technologies sont inefficaces. Il s'agit d'abord de prendre soin de la forêt, de prévenir les feux. Collectivement, nous sommes capables de cela ! Que nous vivions de la terre, dans la forêt, en milieu rural, que nous soyons forestierEs, pompierEs, usagerEs et amoureuxEs de la forêt, nous sommes compétentEs ! Bien sûr, épauléEs par des spécialistes, pas par des cabinets conseils ! Nous aurons besoin des géographes et des botanistes, des écologues et des climatologues, des anthropologues, des philosophes¹ et des historienEs² ! Avec une seule condition préalable, la mise à l'écart des intérêts privés : propriétaires capitalistes, actionnaires ne peuvent régler le problème, ils sont la majeure partie du problème.

Commission nationale écologie du NPA

1— Joëlle Zask, *Quand la forêt brûle. Penser la nouvelle catastrophe écologique*, paru en 2019 et réédité en poche, éditions Premier Parallèle, 9,90 euros.

2— L'historien marxiste Mike Davis peut nous aider à élaborer une politique pour faire face à ces catastrophes.

GRAND PARIS, LE GRAND GOUFFRE

De la Société du Grand Paris créée en 2010, maître d'ouvrage du Grand Paris Express et de ses 4 lignes de métro, à la Métropole du Grand Paris, créée en 2014, qui gouverne l'aménagement du territoire, il y a de quoi se perdre. Initié par Sarkozy, le projet était présenté par François Hollande en 2015 comme l'« un des plus grands de l'Union européenne ». Il a déjà englouti 3 millions de tonnes de béton à fin 2021, et l'équivalent au moins sera coulé d'ici à la fin des travaux en 2030. La ville s'étend jusqu'à l'étouffement, sacrifiant les travailleurEs les plus fragiles.

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS UNE INSTITUTION ANTIDÉMOCRATIQUE ET OPAQUE

La Métropole du Grand Paris (établissement public de coopération intercommunale) est le fruit des politiques réactionnaires fondées sur les principes capitalistes d'« une meilleure attractivité et compétitivité ».

Et tout est dit dans ces deux mots attractivité et compétitivité : le glissement sémantique transforme les communes en entreprises.

La mise en concurrence des territoires

On retrouve compétitivité, profits, grands projets inutiles, grand capital. La mise en concurrence des territoires et des habitantEs, tant au niveau national qu'au niveau européen, est l'esprit de ce type de projet. Dans ce cadre, la démocratie, les services publics, la vie humaine, le bien-être, la justice sociale ne comptent pas vraiment. Depuis la fin des années 1990, les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, n'ont cessé de pousser à la centralisation des pouvoirs notamment sur la fonction publique territoriale. Il y a eu ainsi la création des intercommunalités-communautés de communes en zones rurales, communautés d'agglomération en zones urbaines. En région parisienne, on a créé des mégaprojets regroupant de nombreuses communes et des centaines de milliers d'habitantEs. Les compétences exercées par ces structures vont de l'aménagement du territoire à la culture en passant par la voirie ou les parcs et jardins.

Une idée de Sarkozy

Sous le gouvernement Sarkozy, l'idée d'un Grand Paris a émergé. Elle s'est concrétisée sous le gouvernement Hollande dans le cadre de la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) du 7 août 2015. La loi NOTRe faisait suite à la loi MAPTAM (Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) du 28 janvier 2014. Les grands objectifs énoncés dans le cadre de ce projet : « améliorer le cadre de vie des habitants, réduire les inégalités du territoire, développer un modèle urbain, social



et économique durable...» ne sont qu'hypocrisie. Aujourd'hui, le revenu moyen par habitantE de Grand Paris Seine Ouest dans les Hauts-de-Seine est de 2284 euros, à comparer aux 13 268 € dans Est Ensemble en Seine-Saint-Denis. Sans parler des disparités internes aux territoires.

Aménagement du territoire, gouvernance administrative

Crée le 1^{er} janvier 2016, la Métropole du Grand Paris réunit Paris et les communes de trois départements de la petite couronne (92, 93, 94) et quelques grandes communes de l'Essonne (91) et du Val-d'Oise (95), en tout 131 communes qui regroupent 7,2 millions d'habitantEs. Chacune des communes est représentée au Conseil métropolitain par son maire. Toutefois les grandes villes ont davantage de représentantEs. Paris dispose de 60 sièges, alors que des villes comme Saint-Denis, Boulogne-Billancourt ou Argenteuil en ont trois et que Montreuil hérite de deux représentants. Les autres communes dont les populations sont comprises entre 1700 et 70000 habitantEs ont unE représentantE. Les maires se réunissent en assemblée une fois par an. Les décisions sont prises au niveau du bureau métropolitain composé de 20 vice-présidents, dont 3 femmes, et de 23 conseillerEs déléguéEs. Le Grand Paris se met en place, et 11 établissements publics du territoire (EPT) remplacent les structures intercommunales existantes. Très rapidement les territoires sont privés d'une fiscalité propre. Le Grand Paris constitue une institution supplémentaire, bien éloignée des habitantEs, de leurs préoccupations, de leur vie au quotidien. Rappelons aussi que pendant la même période, le nombre de régions est passé de 22 à 13 (loi du 16 janvier 2015). Décidément, on pourrait dire que la mégalomanie est dans l'air.

L'opacité dans la prise de décisions par ces professionnels de la politique se fait grandissante et impacte la vie de millions d'habitantEs sans réel contrôle de la population

Problème démocratique et services publics

Outre une centralisation, ces lois visent à mettre en œuvre des politiques d'austérité par le regroupement des services publics, la suppression de postes et en définitive la casse des services publics et de proximité. Il est plus facile de supprimer et/ou privatiser des services quand on n'a pas de comptes à rendre aux habitantEs. Ces institutions sont loin d'être des exemples de fonctionnement démocratique. Elles concentrent de plus en plus de pouvoir aux mains d'une élite de politiciens professionnels qui cumulent mandat sur mandat. L'opacité dans la prise de décisions par ces professionnels de la politique se fait grandissante et impacte la vie de millions d'habitantEs sans réel contrôle de la population. Même si, depuis 2020, les représentantEs au Conseil du Grand Paris sont élueEs par fléchage au suffrage direct cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'un processus démocratique. Quels sont les habitantEs qui connaissent leur préputé représentantE au Conseil du Grand Paris ? Qui sont les élus au Conseil du Grand Paris qui rendent des comptes par rapport à l'action de cette institution ? UnE maire peut être interpelléE par un de ces concitoyenEs, même s'il n'est pas toujours à l'écoute, mais qui peut interroger le Conseil du Grand Paris et comment ? Pourtant, cette institution est censée prendre des décisions concernant l'habitat, les transports, l'environnement sans que les habitantEs puissent participer vraiment à ce processus décisionnel. Pour nous, les valeurs de la Commune de Paris sont toujours d'actualité. La vraie démocratie reste la démocratie directe et tout mandat est impératif et toutE élueE est révocable s'il/elle ne remplit pas la mission pour laquelle il/elle a été élueE.

Jérôme et Théo

CHANTIERS GRAND PARIS EXPRESS : DU SANG SUR LES VOIES

200 km de nouvelles lignes de métro, 68 nouvelles gares, 40 milliards d'euros investis mais aussi... cinq morts. Et même six, si l'on compte le jeune stagiaire décédé au cours des travaux de prolongement du RER E. Auxquels s'ajoutent dix-neuf blessés graves. Le Grand Paris est souvent à la une ces derniers mois, en raison des accidents qui se succèdent sur les chantiers de construction ou d'extension des lignes de métro. Un mort tous les six mois en moyenne.

Les chiffres sont terribles, mais ils ne font que témoigner d'une réalité qui concerne l'ensemble du secteur : selon la CGT construction, pour chaque journée travaillée, un ouvrier du bâtiment meurt au boulot.

Sous-traitance en cascade et délais

« Le chantier du Grand Paris est un projet urbain sans précédent et une formidable vitrine du savoir-faire français dont le caractère novateur doit induire l'innovation en matière de santé et de sécurité des intervenants », écrivait en 2016 la Caisse régionale d'Assurance maladie. À l'arrivée, on retrouve toujours le même modèle économique accidentogène. La sous-traitance en cascade étrangle financièrement les entreprises qui exécutent réellement les travaux et les incite à rogner sur la sécurité (voire à ne pas déclarer les salariés) pour se dégager une marge. Le recours massif à l'intérim, aux apprentis, aux salariés dits en « insertion » (en réalité des ouvriers sans qualification payés au Smic qui se retrouvent parfois à faire tout et n'importe quoi) amène sur les chantiers des dizaines de travailleurEs peu formés qui ne connaissent pas l'environnement de travail. Et la tenue des délais prime sur toutes les autres considérations, sécurité comprise évidemment. Plusieurs entreprises en charge des travaux ont même sollicité et obtenu de l'administration des dérogations pour faire travailler leurs salariés le dimanche, sans aucune base légale.

Manque de contrôle
Quant aux organismes et institutions en charge de la prévention des risques, comme les CHSCT, ou du contrôle du respect de la réglementation en la matière, ils ont été méthodiquement démantelés au cours des dernières années. Fin 2022, presque un poste sur quatre à l'Inspection du travail en Île-de-France était vacant, faute de recrutements suffisants. Les accidents graves à répétition sur ces chantiers médiatisés ont contraint l'État et la Société du Grand Paris à annoncer des « mesures ». Les chantiers ont été mis à l'arrêt une journée pour sensibiliser et former les salariés le 10 mai dernier. Et la direction régionale du travail (DRIEETS) ira de son côté rencontrer les apprentis dans les CFA pour leur parler sécurité au travail. Autant d'actions qui renvoient indirectement la responsabilité des accidents aux salariés, comme si c'étaient les travailleurEs qui décidaient de bosser dans des conditions dangereuses... Au travers de ces drames, un semblant de débat public sur la mort au travail émerge néanmoins. Nous devons nous en saisir, expliquer que ces accidents sont des faits sociaux et politiques et non des faits divers, et réclamer l'interdiction de la sous-traitance, la recréation des CHSCT et le doublement des effectifs de l'Inspection du travail.

Correspondant

SACLAY «LE GRAND PARIS, C'EST LA VOLONTÉ DE CRÉER UNE INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT LOURDE QUI VA PERMETTRE UNE EXPANSION URBAINE»

Pouvez-vous présenter votre collectif?

Il y a deux entités qui coexistent en parallèle : Zaclay, le campement contre la ligne 18, créé en mai 2021, et le collectif contre la ligne 18. Sur le plateau, les gens militent contre la ligne 18 depuis qu'elle a été annoncée en 2005, sur des axes de luttes légalistes qui étaient des recours juridiques, parfois des pétitions. Tout cela a été balayé par l'État parce qu'*«opération d'intérêt national»*. La volonté, c'est de monter d'un cran dans le rapport de forces, de permettre une plus grande diversité de modes d'action.

Quelles sont les revendications du collectif, en particulier à propos de la ligne 18 ?

Le Collectif lutte contre la ligne 18 mais aussi contre l'artificialisation du plateau de manière plus générale. Notre revendication principale : arrêter les chantiers de la ligne 18, organiser un vrai débat public sur la ligne 18 et voir ce que ça donne.

Qu'est-ce que c'est exactement le Grand Paris à Saclay ?

Le projet sur le plateau de Saclay consiste à créer un cluster scientifique qui va réunir 20% de la recherche française, ce qui est énorme. L'idée : tout centraliser en

Entretien. *L'Anticapitaliste* a rencontré à Zaclay, la ZAD de Saclay, le **Collectif contre la ligne 18** (*ccl18*) créé en octobre 2020.



DR

La ligne 18 seule, c'est genre 6 milliards d'euros la construction

a beau dire que les transports en commun sont écologiques, mais quand ils sont implantés dans des endroits où il n'y a pas de besoin... Dans les débats publics, sur les projets comme ça, la démocratie, c'est toujours rien du tout. En

fait, c'est un projet qui est mené par l'État, où toutes les collectivités locales n'ont pas leur mot à dire. Il n'y a pas de pouvoir de décision locale. Ça a été décidé par la loi sur le Grand Paris qui a été voté par Sarkozy. C'est passé *«opération d'intérêt national»*. C'est l'État qui décide, et l'État fait ce qu'il veut. Sur l'aspect économique, la ligne 18 seule c'est genre 6 milliards d'euros la construction. Sachant qu'il y a une grosse dèche pour financer les transports en Ile-de-France et rénover ceux que

les gens utilisent. La ligne 18 coûte un *«pognon de dingue»* et ne sert à rien.

Enfin si, ça sert mais à créer un appel, enfin un gouffre, pour l'urbanisation et ça permet aux grands groupes du BTP de se faire des thunes. Le fond de l'affaire est là : c'est un gros projet prestigieux pour la France et ça permet aux multinationales du BTP de se faire des thunes.

Des alternatives existent-elles à la ligne 18, en termes de moyen de transport ?

Oui, il y a des alternatives : faire une ligne de bus en site propre de Massy à Saint-Quentin, par exemple. Elle a été faite jusqu'à Saclay mais sur la section Saclay-Versailles elle n'a pas été faite sous prétexte qu'il va y avoir la ligne 18. Il y avait un projet de faire un téléphérique qui va de la vallée vers les gares du Guichet ou de Lozère. Plein de solutions de transport qui étaient fondées soit sur des projets d'infrastructures légères pour relier le plateau au réseau existant, soit sur la rénovation du réseau existant pour qu'il marche mieux, ont été mises sous le tapis parce que la ligne 18 va être faite. Le coût de ces solutions (moins de 100 millions d'euros) et leurs

délais de réalisation (12 à 18 mois hors procédures administratives pour un téléphérique) sont hors de proportion avec ceux de la ligne 18. En résumé, l'existence de la ligne 18 a été posée comme fondamentale, comme prérequis de la réflexion sur les transports ici, et cela a complètement effacé tous les autres projets.

Par rapport à Zaclay, j'ai entendu que la ZAD était menacée d'expulsion...

Depuis longtemps, il y a des menaces de poursuites judiciaires qui pèsent sur les agriculteurEs qui nous accueillent dans leurs champs. Si on est parti avant juin, il n'y aura très probablement pas de poursuites judiciaires contre les agriculteurEs. Les amendes, qui peuvent tomber sur elles et eux si ça va jusqu'au procès, sont tellement énormes qu'en fait on ne peut pas faire peser ça sur eux. Ils n'ont pas l'argent pour les payer, on n'a pas l'argent pour les payer, c'est de l'ordre de plusieurs centaines de milliers d'euros là. Ce n'est pas la fin de la lutte ici, et même si Zaclay n'existe plus, il y a toujours une lutte et on continuera à faire des trucs.

Propos recueillis par Hor (NPA Saclay)

GONESSE «LE GOUVERNEMENT FAIT TOUT POUR NE PAS ÉVITER L'URBANISATION»

Entretien. *Bernard Loup*, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse revient sur le combat qui continue pour faire abandonner la ligne 17 nord et la gare du Triangle de Gonesse.

Vous défendez depuis de nombreuses années les terres de Gonesse menacées par EuropaCity et le Grand Paris Express. Pouvez-vous retracer les grandes étapes de ce combat ?

Dès 1995, il y a eu des luttes pour défendre les terres agricoles sur la partie ouest de la Plaine de France. Le Triangle de Gonesse se trouve sur la partie est près de Roissy. Le maire de Gonesse, Jean-Pierre Blazy, dont le cinquième mandat est en cours, veut depuis longtemps urbaniser ces terres. Avant lui, son prédécesseur les avait déjà proposées pour y construire le Stade de France. La difficulté rencontrée pour l'urbanisation, c'est qu'on est proche des deux aéroports, Roissy et Le Bourget, et qu'en raison du bruit des avions, il n'est pas possible de construire du logement permanent. On peut faire de l'activité, de l'hôtellerie qui est du logement temporaire, ce qui était le projet EuropaCity de 500 boutiques, porté par le groupe Auchan et soutenu par le maire de Gonesse.

Sur les 1000 hectares du Triangle de Gonesse, dont une partie est occupée par des entrepôts de logistique, il reste 670 hectares agricoles, et EuropaCity devait occuper 80 des 300 hectares du projet de zone d'activités. Le projet du maire était de développer le transport par avion et de faire d'EuropaCity une destination pour les voyageurs arrivant à Roissy.

Roissy, le premier aéroport au monde desservi par trois lignes de train

Aujourd'hui, le collectif s'oppose à l'implantation de la ligne 17 nord qui ne sert à rien et à la construction d'une cité scolaire avec internat...

Actuellement l'aéroport de Roissy est desservi par le RER B qui a besoin de plus d'entretien. Au lieu de financer les améliorations, l'État et la région mettent en chantier deux nouvelles lignes : CDG Express, train direct au départ de la gare de l'Est et la ligne 17 nord omnibus au départ de Saint-Denis Pleyel. C'est un gaspillage d'argent public qui ferait de Roissy le premier aéroport au monde desservi par trois lignes de train.

Dès l'annonce du projet de la ligne 17 nord par Nicolas Sarkozy, les investisseurs privés se sont retirés du projet de CDG Express ayant compris que la rentabilité de CDG Express ne serait plus assurée. La gare du Triangle de Gonesse n'est pas encore construite et ne sera que dans deux ou trois ans. Ni le gouvernement ni le conseil régional ne savent où ils vont. L'autre projet de Jean Castex était une cité scolaire avec un internat pouvant accueillir plus de 2000 jeunes, principalement en collège et lycée,

sous le bruit des avions jour et nuit. Au lieu d'*«éviter, réduire, compenser»*, le gouvernement fait tout pour ne pas éviter l'urbanisation, car rien ne nécessite d'urbaniser le triangle. Et tout cela avec de l'argent public.

Quelles sont les revendications du Collectif pour les terres de Gonesse ?

Pas de Cité scolaire sous le bruit des avions ! Pas de gare en plein champ ! Depuis le début, l'orientation est de maintenir le Triangle de Gonesse agricole pour une agriculture paysanne nourricière et de qualité. Actuellement, la production principale est céréalière, destinée au marché mondial. En 2016, après le débat public, des professionnels (agronomes, paysagistes, architectes...) ont proposé le projet alternatif de transition écologique CARMA (Coopération pour une ambition agricole, rural et métropolitaine d'avenir) à partir du Triangle de Gonesse. Sans pouvoir accéder au foncier agricole du Triangle de Gonesse, des porteurs de projets en maraîchage ou horticulture se sont installés ailleurs. Jean Castex a promu en 2021 le projet Agoralim, une annexe du marché de Rungis dont la partie principale de logistique serait sur la commune de Goussainville et de production alimentaire en circuit court sur la partie sud de la ZAC Triangle de Gonesse où

EuropaCity voulait s'implanter. C'est symboliquement séduisant mais il n'a pas dit comment y parvenir : s'il peut exproprier le foncier agricole pour l'urbaniser, il ne le peut pas pour produire de la nourriture, et les exploitants en place n'envisagent pas de s'orienter vers des productions de légumes. Nous revendiquons aussi la rénovation des transports utiles comme le tram-train T11 anciennement la tangentielle nord, qui va de Sartrouville en passant par les deux gares d'Argenteuil et Épinay-sur-Seine jusqu'à Noisy-le-Sec. Il faut développer et améliorer les réseaux de trams et de bus existants.

Est-ce qu'on peut dire que le Grand Paris c'est beaucoup d'argent public pour les intérêts privés ? C'est un gaspillage d'argent public pour les lignes 17 nord et 18 ouest qui bénéficient aux trois grands du BTP. C'est aussi de la spéculation foncière autour des gares, qui oblige les plus pauvres à s'éloigner de Paris donc très souvent de leur lieu de travail.



Visite du début du chantier de la gare Triangle de Gonesse (ligne 17), organisée par les opposantEs au projet en juillet 2019. WIKIMEDIA COMMONS

Quelles sont les actions envisagées prochainement ?

Depuis deux ans, les Soulèvements de la Terre (SdT) ont participé à de nombreuses actions en lien fort avec la Confédération paysanne. En Ile-de-France, on a peu de Confédération paysanne. On compte sur la mobilisation citoyenne. On continue à organiser des événements, dans le cadre de la lutte à Saclay et à Gonesse. Le 28 mai prochain, comme chaque dernier dimanche du mois, il y aura une Zadimanche, mais exceptionnelle cette fois car dans la suite de Saclay et deux jours après une audience au tribunal administratif le 26 mai. On va continuer à se mobiliser, même quand on se bat contre une gare qui ne sert pas le bien commun, il faut plus expliquer que face à la piste de ski d'EuropaCity. Quelquefois le pot de terre gagne contre le pot de fer !

Propos recueillis par Fabienne Dolet
Rendez-vous des «Sauveteurs de terre» le dimanche 28 mai à partir de 11h au carrefour de la Patte-d'Oie de Gonesse (40 mn de la gare du Nord de Paris). Voir sur ouiauxterresdegonesse.fr

EXTRÊME DROITE Pas de fachos dans nos quartiers, ni à Paris ni ailleurs



Le 13 mai, l'Action française réunissaient ses ouailles dans un pseudo-meeting à Paris, non sans réaction, puisque 250 personnes se sont réunies pour protester.

Le 1^{er} avril et dans le cadre unitaire Douzenlutte, le comité NPA du 12^e arrondissement de Paris a participé à l'organisation de la première édition de *Pas de Quartier*, un festival local antifasciste.

Contre-rassemblement unitaire

Un des objectifs était de relancer un réseau de vigilance et d'action contre les apparitions de l'extrême droite. Ainsi, nous avons décidé de poursuivre cette réussite en proposant d'organiser la riposte contre la tenue le 13 mai d'un colloque de l'Action française dans l'arrondissement. Ce type de colloque s'était déjà tenu les années précédentes sans susciter de réactions particulières, mais signe d'une prise de conscience du danger fasciste, notre proposition, étendue à l'ensemble des forces de gauche parisiennes, a rencontré un vrai enthousiasme. En plus d'un contre-rassemblement, le cadre unitaire, réunissant de la mairie EELV à la Jeune Garde en passant par LFI, Solidaires, le Parti de gauche, la CGT, Attac ou la CNT, a organisé la protestation contre l'Espace Charenton, le lieu privé qui accueillait ce mouvement raciste et antisémite pour une nouvelle année.

Alors même que les casserolades étaient réprimées, l'agitation autour de la tolérance pour la manifestation fasciste du 6 mai a poussé la préfecture à interdire le colloque de l'AF et sa manifestation du lendemain, finalement sans succès. Sans attendre quoi que ce soit de l'État et de ce gouvernement dans la lutte contre l'extrême droite, nous avons maintenu le rassemblement qui a été un succès avec 250 participantEs déterminéEs à poursuivre la construction de la lutte antifasciste.

Comité NPA Paris 12^e

PLAN ANTI-FRAUDE FISCALE La « guerre » aux ultra-riches et les multinationales est loin d'être déclarée !

Politiquement affaibli avec la mobilisation contre la réforme des retraites et le refus de la majorité des travailleurs et travailleuses de tourner la page, le gouvernement vient d'annoncer un plan de lutte contre la fraude fiscale des riches et des multinationales. Les grands fraudeurs peuvent dormir tranquilles !

Lors de la présentation des grandes lignes du plan de lutte contre la fraude fiscale, le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, promet de faire « *payer ce qu'ils doivent aux ultrariches et aux multinationales* » qui fraudent. Le ton est donné ! Pour arriver à cela, il promet d'augmenter de 25 % les contrôles fiscaux des plus gros patrimoines, le contrôle tous les deux ans des cent plus grandes capitalisations boursières, la création d'un service de renseignement fiscal doté d'une centaine « d'agents d'élite », le recrutement de 1500 agentEs supplémentaires pour le contrôle ou la mise en place d'un observatoire d'évaluation de la fraude et de l'évasion fiscales. Attal a également annoncé le renforcement des sanctions pour les fraudes les plus graves. Après l'instauration du droit à l'erreur ou de la possibilité de négocier une transaction pour éviter une condamnation comme ce fut le cas pour Mc Donald's (1,245 milliard d'euros) ou encore Google (500 millions d'euros), les sanctions prévues dans ce plan empêcheraient de bénéficier de réductions d'impôts et obligeraient à faire des travaux d'intérêt général comme repeindre les centres des Finances publiques... Pas de quoi faire trembler les fraudeurs !

Un contrôle fiscal tous les 130 ans pour les entreprises !

Sur le papier tout cela est bien joli. On pourrait même croire que le gouvernement Macron a enfin écouté l'une des revendications de toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés depuis le 19 janvier, en particulier pour la répartition

CHASSE À LA FRAUDE FISCALE



des richesses, en s'attaquant aux plus riches et non plus aux seuls pauvres. Malgré les cris d'effroi d'éditorialistes et de spécialistes en tous genres sur la guerre prétextement déclarée aux « ultrariches », sans grande surprise, tout cela est de la poudre aux yeux ! En effet, ce plan est dans la continuité des lois Darmanin de 2018 qui s'inscrivent dans une démarche de régularisations sur fond de relation de confiance avec comme mot d'ordre donné aux agentEs des finances publiques de ne pas être trop intrusifs, changeant ainsi la philosophie même du contrôle fiscal. Par ailleurs, ce plan fait croire à l'implantation dans la sphère du contrôle fiscal de 1500 emplois supplémentaires... alors qu'il n'en est rien ! En effet, il ne s'agit que de redéploiement d'emplois, et les suppressions d'emplois à la Direction générale des finances publiques continueront. Rappelons que depuis

2009, ce sont 30 000 emplois qui ont été supprimés dont plus de 3 000 dans le contrôle fiscal. En 2008, les entreprises risquaient un contrôle de leur comptabilité tous les 84 ans, désormais c'est tous les 130 ans. Pour lutter efficacement contre la fraude fiscale, il faut des moyens et en premier lieu des moyens humains. La promesse de contrôler plus les gros patrimoines et plus régulièrement les multinationales fait là aussi son effet mais avec quels moyens juridiques, matériels et humains pour réellement contrôler ?

Ouverture des comptes et levée du secret bancaire

La fraude et l'évasion fiscales qui concernent l'ensemble des impôts et taxes s'élèvent entre 80 et 100 milliards d'euros par an selon le syndicat Solidaires Finances Publiques. L'Insee, quant à lui, estime la fraude sur la seule TVA pour l'exercice 2022 autour de

25 milliards d'euros ! Les chiffres sont colossaux et très loin de la fameuse fraude sociale et en particulier de la fraude aux prestations sociales (2 à 3 milliards d'euros) mise sans arrêt en avant. Au vu de la hauteur de la fraude fiscale, il faudrait une tout autre politique qui augmenterait le nombre d'emplois en particulier aux finances publiques, supprimerait le secret bancaire, permettrait l'ouverture des comptes et développerait de véritables outils législatifs avec des sanctions à la hauteur... En effet, les fraudeurs fiscaux devraient être sanctionnés par des peines qui correspondent aux sommes détournées pour mettre fin au scandale qui punit plus le voleur de moto que celui qui détourne des millions (et ses complices). Les banques organisent, voire participent à l'évasion fiscale. Pour y mettre fin, il faut socialiser le système bancaire sans indemnité ni rachat des actions, afin de le mettre au service de la transformation sociale et de la transition écologique.

Bref, lutter contre la fraude et l'évasion fiscales implique une politique qui s'attaque à la propriété privée, à la puissance des plus riches. Ce que n'a pas fait, ne fait pas et ne fera jamais Macron et ses amis, bien au contraire !

Nalia Blossom



Le gouvernement prétend lutter contre la fraude fiscale des riches... avec quels moyens ?
PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

PALESTINE Les soutiens au peuple palestinien divisés

La solidarité envers le peuple palestinien, victime d'un régime d'apartheid, s'est exprimée timidement à Paris à l'occasion des 75 ans de la Nakba.

Un rassemblement s'est tenu le vendredi 12 mai au soir à l'appel du Forum Palestine Citoyenneté, contre les massacres de ces derniers jours. Une soixantaine de personnes et représentantEs de diverses structures de solidarité (BDS, UJFP, ATMF, NPA...) étaient présentes.

Le samedi 13 mai, à Paris, une manifestation à l'appel d'Euro-Palestine CAPJPO réunissait entre 500 et 1 000 personnes (Collectif George Abdallah, Droits Devant, NPA, POID, Samidoun, UJFP...). Des manifestations ont eu lieu également à Toulouse et à Lille, où le mouvement de solidarité est moins divisé. Un autre rassemblement, appelé le lundi 15 mai par le Collectif national pour la paix juste et durable entre

Palestiniens et Israéliens a réuni une cinquantaine de personnes sous une pluie battante.

Donner de la visibilité à la solidarité

Les manifestations sont faibles depuis un an (2 500 à 3 500 à Paris en mai 2021, malgré l'interdiction émise par la préfecture de police). Des désaccords stratégiques et politiques divisent le mouvement, et les différents courants de la communauté musulmane y sont très peu présents. Alors que l'Etat d'Israël a un gouvernement fascinant, que le RN s'affiche de plus en plus « sioniste », l'agressivité des soutiens d'Israël (plus encore chez les membres de LREM/Renaissance que chez LR sous Sarkozy) n'est pas non plus étrangère à ce recul, et les tentatives de dissolution,

le chantage à l'antisémitisme, ont rendu timides les associations les moins politiques. Néanmoins, la présentation de la proposition de résolution (rejetée) condamnant le régime d'apartheid d'Israël à l'Assemblée par des membres de la Nupes a permis de jeter un pavé dans la mare institutionnelle. La visibilité passe désormais bien plus par les réunions publiques (le succès des rencontres avec Salah Hamouri en est l'exemple), des journées événementielles culturelles et festives locales¹, et le boycott, avec entre autres, les campagnes de BDS France².

Manue Mallet

1 – À noter une exposition à l'IMA du 31 mai au 19 novembre, « Ce que la Palestine apporte au monde »
2 – Site BDS France : <https://www.bdstrance.org>



NPA

SERVICES PUBLICS À Lure, la mobilisation donne un nouvel élan

Un nouvel élan pour les services publics a été donné à l'occasion des rencontres de Lure (70), les vendredi 12, samedi 13 et dimanche 14 mai 2023. Ces rencontres appelées par plus de 260 organisations (syndicales, politiques, associatives...) ont réuni plusieurs centaines de militantEs, professionnelEs, usagerEs.

Un village des services publics a été mis en place où le stand de la Ligue des Droits de l'Homme côtoyait celui de la FSU et Solidaires, où la CGT se trouvait à proximité de Comités de défense de la santé ou de la Coordination de défense des hôpitaux et maternité de proximité... La manifestation nationale organisée dans les rues de Lure le samedi derrière la banderole, sur laquelle était écrit « *Nouvel Élan pour nos Services Publics* », a réuni près de 3000 personnes de tous horizons dans une ambiance dynamique, dont un beau groupe de militantEs du NPA venuEs de plusieurs villes de la grande région.

Défendre, renforcer les services publics

Le vendredi a été une journée de débats syndicaux entre la FSU, Solidaires et la CGT. Les débats ont porté sur la façon de financer les services publics et les salaires des



agentEs, sur le thème du contrat ou du statut et sur l'écologie. Les participantEs se sont, à peu près, accordéEs pour dire qu'un dépassement du capitalisme est l'horizon souhaitable mais qu'il est essentiel et urgent de défendre, renforcer, transformer positivement les services publics dans le

cadre de l'actuelle organisation sociale. De nombreux ateliers ont eu lieu sur des thèmes très divers durant ces trois journées. Retraites, santé, sécurité sociale, services publics = mêmes combats et mêmes exigences ! Sur le service public ferroviaire comme outil de

la transition écologique, sur la réponse aux besoins de mobilité, d'aménagement du territoire, pour des services publics en Europe et dans le monde. Le dernier jour un débat a eu lieu sur le thème de la santé au travail, à l'hôpital, dans le médico-social et ailleurs...

Une réunion plénière de synthèse des travaux a eu lieu actant le fait que ces journées ont permis de débattre des alternatives aux politiques actuelles de destruction systématique des services publics, réaffirmant que « *le service public, c'est l'égalité, l'emancipation, le meilleur service rendu à toutes et tous. La fonction publique et son statut permettent cela et y participent. Ils sont des facteurs d'efficacité sociale, économique et de création d'emplois [...]* »¹

Des besoins vitaux comme l'eau, l'alimentation, l'énergie et le logement doivent être garantis par une évolution du service public... Et bien sûr, la fête, la musique, l'amitié ont été présentes tout au long de ces trois belles journées. Ce nouvel élan a été une réussite !

Correspondant

1— Le texte de synthèse « *Lure 2023: une étape de la bataille pour nos services publics* » est disponible sur: convergence-sp.fr

SNU Macron veut mettre au pas la jeunesse

À mi-chemin entre la « colonie de vacances » et le service militaire, le Service national universel (SNU) est composé de deux semaines de « cohésion », ce qui en vérité signifie deux semaines encadrées par des militaires avec lever de drapeau, hymne national et activités sportives. Avec cet ersatz de service militaire, dans une période de forte contestation de la dimension anti-démocratique et répressive de la 5^e République, Macron et son gouvernement veulent mettre au pas la jeunesse.

A lors que le gouvernement nous explique que nous devons faire des économies, il supprime à tour de bras des postes de professeurEs dans le secondaire (7 490 depuis 2017 selon la CGT) et dépense deux milliards d'euros afin de généraliser le SNU. Tandis que les dépenses annuelles dans le secondaire sont de 11 300 euros par élève, le SNU en coûterait 4 000 par jeune !

Pour que perdurent les injustices et l'exploitation, Macron a besoin d'une jeunesse qui se tient sage. Derrière la symbolique de la « cohésion » et de « l'engagement » se trouvent la discipline des corps et le bourrage des crânes. À la suite des deux semaines d'encaissement, les jeunes pourront effectuer 12 jours de « missions d'intérêt général », c'est-à-dire travailler gratuitement, souvent pour l'État, pour remplacer les postes supprimés.



Des travailleurEs exploités et dociles

Dans le même temps, le gouvernement continue ses cadeaux aux riches avec la réforme des lycées professionnels, qui conduira les lycéenEs à être payés au lance-pierre par l'État, ou avec la réforme du RSA, qui contraindra

les bénéficiaires à travailler 15 à 20 heures par semaine. L'ensemble de ces attaques contre notre camp social contribue à institutionnaliser le tri social et à nous diviser :

les « bons travailleurEs » d'une part et ceux et celles qui, d'autre part, « profiteraient » du système en percevant des aides. Les jeunes issus des classes populaires

EXISTRANSINTER 2023 Les luttes trans n'ont pas de frontières !

Depuis 1997, une manifestation a lieu chaque année contre la transphobie. L'Existransinter est un grand moment d'unité dans le mouvement trans et intersex. Depuis 2002, elle est organisée par une coordination d'associations, et depuis 2019 les questions intersexes ont été ajoutées aux revendications trans.

Cette année, les participantEs ont défilé contre la loi immigration. À cause des politiques répressives à l'international, les personnes trans sont forcées à migrer. Fuyant des pays où la transition est réprimée, certains migrantEs trans viennent en France. Cependant, ils souffrent d'un non-accès complet à un travail et de grandes difficultés matérielles. L'Existransinter de 2023 a appelé à l'ouverture des frontières et à stopper les politiques contre l'immigration. Si le mouvement ouvrier est largement absent de cette manifestation, elle a permis de constater quelles organisations tenaient aux revendications trans. Nous avons pu voir plusieurs syndicats marcher derrière une banderole « *Intersyndicale, Transnational* », un cortège composé de Solidaires, la FSE et la CNT. Plusieurs associations de diverses villes sont montées pour l'occasion.



NPA

Exclusion du salariat et difficultés matérielles

L'amélioration des conditions matérielles d'existence avance timidement, voire recule. Les personnes trans font face à une exclusion du salariat, et la gratuité de leurs transitions dépend toujours d'un diagnostic psychiatrique. Cela démontre que le capitalisme n'a pas encore assimilé le changement de sexe dans son système. C'est de notre responsabilité d'éclairer les mensonges du capital. Nous n'avons pas vocation à être dominéEs, les femmes n'ont pas vocation à être mères, certains et certaines n'ont pas vocation à s'inscrire dans leur sexe d'assignation à la naissance. Nos mobilisations permettent d'ouvrir des brèches visant la libre disposition de son corps et la possibilité de construire des existences au-delà du discours des dominants.

Commission LGBTQI

l'Anticapitaliste



Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet

ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org



Créteil**Ensemble contre Macron et son monde**

Une bonne centaine de personnes ont répondu à l'appel de la Nupes et du NPA de Créteil dans le Val-de-Marne le 11 mai au soir pour une réunion publique unitaire qui rassemblait de nombreuses organisations de gauche politiques, syndicales ou associatives... sauf toutefois le PS de la ville hostile à la Nupes.

La réunion s'est ouverte par l'intervention d'une camarade iranienne, coordinatrice de la LFID (Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie), à propos des mobilisations pour la démocratie dans son pays. Elle a été suivie notamment par un représentant des sans-papiers de Chronopost, en grève depuis seize mois sur le site d'Alfortville.



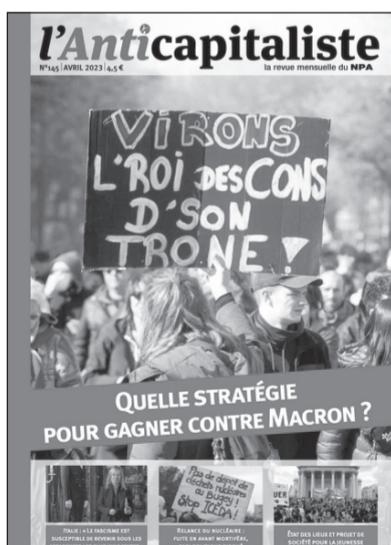
NPA

Partis politiques, syndicats et mouvement social

Puis ce fut au tour de la députée LFI Clémence Guetté de prendre la parole, suivie de Christine Poupin pour le NPA. Cette dernière a rappelé que le NPA ne fait pas partie de la Nupes, mais qu'il soutient toutes les formes d'action communes contre Macron et son monde, à commencer par sa contre-réforme des retraites. Le PCF de Créteil s'est également exprimé pour dire qu'il n'est pas question pour lui de quitter la Nupes, mais au contraire d'élargir l'unité des forces de gauche pour battre Macron... sans préciser toutefois quelles alliances il envisageait.

Les syndicats présents sont également intervenus, notamment Solidaires 94 et la CGT Éduc'Action 94 en lutte contre le projet de réforme de l'enseignement professionnel. Parmi les absents, la FSU 94 et la conseillère régionale EELV se sont excusées dans des messages qui ont été lus devant l'assemblée. La réunion a surtout rassemblé un public militant, en grande partie plus très jeune. Elle s'est terminée autour d'un pot fraternel (sorore et fraterno). Le NPA était la seule organisation à proposer des livres sur sa table de presse. Il en a vendu trois.

Correspondant

l'Anticapitaliste la revue
Le n°145 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : ***l'Anticapitaliste***, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Abonnez-vous page 12.

Réunion publique**À Toulouse, succès de la fête anticapitaliste !**

Près de 700 personnes ont participé à l'édition 2023 de la fête anticapitaliste à Ramonville, à côté de Toulouse. Un beau succès dans une séquence où les luttes sociales et écologiques s'intensifient.

Pour le NPA 31, il s'agissait de prendre une initiative pour populariser l'anticapitalisme tout en incarnant le besoin d'unité de notre camp et de confrontations fraternelles entre les différents courants du mouvement social et ouvrier. Le tout dans un cadre festif qui tombait à point nommé après plusieurs mois de lutte acharnée contre la réforme des retraites, pour en finir avec Macron et l'offensive capitaliste.

Des stands, des ateliers et des débats

Une centaine de camarades ont assuré la logistique toute la journée pour le bon déroulé d'un programme qui a alterné de nombreux débats et des activités culturelles et artistiques. Une douzaine d'organisations amies ont tenu des stands ce qui a permis des échanges riches dans et hors des débats.

De nombreux et nombreux invités et intervenants d'horizons divers étaient présentEs. Ceci témoigne d'un travail unitaire et militant de longue haleine en Haute-Garonne qui a créé des ponts solides entre les différents courants politiques qui s'impliquent dans les luttes contre le capitalisme et ses ravages. Claire Dujardin (SAF) et Pascal Gassiot (OPP) ont animé un atelier sur la répression judiciaire et policière. Elsa Dorlin et Aurore Koechlin ont discuté avec le public autour de la construction du mouvement féministe. Philippe Poutou a pu



NPA

présenter le film « Il nous reste la colère ». Mathieu Rigouste a parlé de ses livres qui décryptent les pratiques de la police française, en particulier dans les colonies. Julien Salingue a animé un atelier sur les 75 ans de la Nakba en Palestine.

Stratégie, front unique et convivialité

En fin d'après-midi, Danièle Obono (députée LFI) a débattu stratégie avec François Sabado et Franck Gaudichaud, ce qui a permis de confronter les points de vue sur la situation et la reconstruction d'un mouvement politique pour l'émancipation.

La partie politique du programme s'est terminée par une table ronde animée par Pauline Salingue, porte-parole du NPA, sur les mobilisations

sociales et écologiques de ces derniers mois. Se sont succédé à la tribune une camarade des Jeunesses anticapitalistes, un militant d'Alternatiba et les responsables départementaux de la CGT, de la FSU et de Sud Rail.

Enfin, la fête anticapitaliste n'a pas été qu'une série de forums de discussion. Cela a également été un temps convivial et festif avec de la magie, du live painting (graffiti) ou encore des expos – notamment celle présentée par Tayeb Cherfi du Tacktikollectif, « Ô Bledi, Ô Toulouse » sur la présence maghrébine à Toulouse depuis 1945. La journée s'est conclue par un apéro musical avec la chanteuse Mymy Mitchell, puis par un grand concert avec les Charly Fiasco suivis des Wampas et de DJ Neva Scarlet !

Le comité d'animation du NPA 31

**Agenda**

Lundi 22 mai, réunion publique du NPA sur le féminisme avec Aurore Koechlin, Montpellier. À 18h30, au local du NPA, 32 b, rue du Faubourg-Boutonnet, Montpellier.

Jeudi 25 mai, réunion publique « Autogestion et révolution », Paris 18^e. Avec Théo Roumier auteur du livre *Autogestion et révolution*. Charles Piaget, interventions, 1974. À 19h30, à la librairie le Rudeau rouge, 42, rue de Torcy, M^e Marx-Dormoy.

Vendredi 26 mai, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot, Montluçon.

Samedi 27 mai, Rencontres de La Brèche : présentation de *La victoire était entre nos mains* de Nikolai Soukhanov, Paris 12^e. À 17h, présentation par les éditions Smolny des carnets de l'un des fondateurs du Soviet de Saint-Pétersbourg, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine.

Mercredi 31 mai, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot et Christine Poupin, Rouen. À 20h, à la Halle aux Toiles.

Jeudi 8 juin, projection-débat du film *Il nous reste la colère* avec Philippe Poutou, Clermont (Oise). À 20h, au cinéma du Clermontois, salle Paul-Lebrun, place Jean-Corroyer. À l'initiative d'Attac Oise et du NPA.

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Comme chaque année, militantEs et sympathisantEs du NPA se retrouvent pour quatre jours d'ateliers, discussions, projections-débats... dans un cadre convivial, à deux pas de la plage. Le programme est en cours de préparation, et les inscriptions seront bientôt ouvertes !

Les Nôtres**Régis Avril**

C'est un joli nom camarade. Régis, tu nous as quittés la veille de l'anniversaire de la naissance de Karl Marx, encore un calembour obscur pour nos esprits mal aiguisés.



Régis Avril, anticapitaliste, écologiste, profondément humainiste, contre toutes les injustices, tu es élu municipal sur une liste citoyenne à Missillac en 2008. Délégué de la Loire-Atlantique, tu t'impliques nationalement dans la création du NPA. Aller-retour à Paris, on se chamaille sur une virgule, un mot. Aller-retour à Paris, on discute sans fin poésie. Un comité local NPA Saint-Nazaire et alentours se crée, auquel tu participes. Notre-Dame-des-Landes, on campe, semaine de la résistance-camp

climat. Depuis tu es de tous les combats : Palestine, Nuit Debout, retraites, Gilets jaunes, Front social, collectif Vive La Commune... Tu étais à l'accroche de la première étincelle révolutionnaire, l'espoir chevillé au corps, éclaireur de toutes les luttes à mener.

C'est un joli nom camarade. À l'écoute, dans l'empathie, cherchant à tout résoudre par le dialogue, tu étais auprès des plus fragiles dans ta vie professionnelle et associative : élèves en situation de handicap, personnes réfugiées, marginalisées. Camarade de rires et de colères, toujours t'importait le commun. Le Commun, le partage des richesses, la solidarité avec celles et ceux qui n'ont rien. Notre commun, l'amour de Camus, des chats, des livres, cette envie de faire ensemble et de rendre le monde autour de nous un peu moins pourri, un peu plus juste. Tu vas nous manquer camarade. **NPA 44**

à Tarbes et également de l'antenne locale de Ras l'front. Ami d'Alain Krivine, il était de ces infatigables militants qui parcourent les campagnes environnantes à la recherche des signatures au moment des élections présidentielles. Dernièrement encore, il avait été rencontrer les édiles des villages de la Bigorre afin de collecter ces précieux sésames pour le candidat Philippe Poutou. Nombre d'entre eux louaient son amabilité et son sens de la formule afin de les gagner à sa cause et à ses idées. Enfin, membre actif de la CGT locale, dont il était encore récemment membre au niveau de l'union départementale, il était l'incarnation du militantisme local. Nombreux seront ceux qui le chercheront le jeudi, jour du marché à Tarbes, à l'entrée ouest où il tractait avec ses camarades du NPA chaque semaine. Respecté de tous, même de ceux qui ne partageaient pas ses positions,

il avait participé dernièrement aux élections législatives de 2022. N'oublions pas ces inlassables militantEs, à l'image de notre camarade Christian Zueras, qui durant toute leur vie n'ont cessé de lutter pour la réalisation d'un idéal commun. **Comité NPA 65**

Bande dessinée

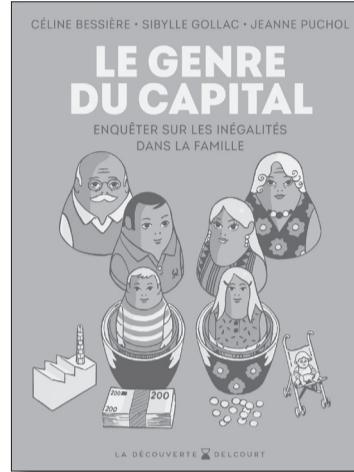
Le genre du capital: enquêter sur les inégalités dans la famille, de Céline Bessière, Sibylle Gollac, Jeanne Puchol

Éditions La Découverte-Delcourt, 2023, 128 pages, 21,90 euros.

C'est l'adaptation graphique de vingt années d'enquête sociologique. Les deux sociologues et leurs collègues (une cinquantaine) ont suivi des couples et adéphes dans des cabinets d'avocats, de notaires et devant des tribunaux, voire au moment de séparations conjugales ou du règlement de successions. A priori la thématique peut nous paraître aride, nous féministes, de surcroît communistes, pas vraiment enclins à promouvoir le mariage et la propriété privée !

Dialogue de chats sur les problèmes des humaines

Pourtant la mise en scène graphique fonctionne efficacement, d'abord grâce à un dessin simple et particulièrement expressif, ensuite par le scénario. Celui-ci croise des débats entre chats sensibilisés de divers points de vue aux problèmes des « humaines » avec lesquelles ils vivent, et des discussions entre les trois autrices qui éclairent ces débats entre félins. Jeanne Puchol posant les questions qui sont les nôtres face à l'aridité du droit



ou des outils méthodologiques utilisés. Sur le fond, les résultats de cette enquête au long cours, appuyés sur des exemples particulièrement éclairants, décortiquent la manière dont la transmission de la propriété dans les familles aboutit à reproduire les inégalités entre hommes et femmes. Et cela alors que « depuis 1804, le code civil pose le principe d'un partage successoral équitable, sans distinction de sexe ni de rang ».

de naissance ». La préservation du bien-nommé « patrimoine » et la recherche de la « paix des familles » sont des ressorts qui confortent ces inégalités de genre malgré tous les combats pour imposer le principe d'égalité devant la loi.

Inégalités de genre, inégalités de classe

Pour celles et ceux qui n'ont rien ou si peu à transmettre, l'application de la loi dans les cas de séparation conjugale est un révélateur implacable de la dimension systémique de la domination des femmes. Sans oublier les effets croisés du racisme systémique et même des conceptions des féministes bourgeois en robe de juge ou d'avocate. C'est la deuxième grande conclusion de l'enquête qui fourmille d'exemples et de mécanismes par lesquels cette domination se reproduit. Ce qui amène les autrices à conclure par ces mots « *On ne pourra pas mettre fin aux inégalités entre femmes et hommes sans s'attaquer aux inégalités de classes. On ne pourra pas abolir la société de classes sans renverser l'ordre du genre* ».

Un livre à faire circuler sans limite et qui donne envie de se plonger dans l'enquête de Céline Bessière et Sibylle Gollac publiée sous le titre *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, toujours disponible aux éditions La Découverte Poche.

Cathy Billard

COMMANDÉZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

/ Massimo Palma /

The Velvet Underground

le son de
l'excès

la ritournelle /
→ la variation <

Cinéma

Re ar Menez, de Dounia Woltech-Bovet

Documentaire, 2022, 52 min.

D'avantage qu'un récit, *Re ar Menez* est une sorte d'évocation poétique de la lutte des habitantEs de Saint-Cadou, dans le Finistère, contre l'installation d'une antenne 4G/5G au sommet de la colline près du village.

Lutter dans les Monts d'Arrée...

Il s'agit d'une lutte à petite échelle, qui implique une toute petite communauté villageoise, dont nous sommes invitéEs à suivre le parcours de sensibilisation, de mobilisation, de confrontation à l'opérateur, lui-même soutenu par la gendarmerie. Tout part du refus, comme une évidence, de se voir imposer un projet dont on ne veut pas, dont on ne voit pas au nom de quel intérêt supérieur il pourrait s'imposer là.

La lutte qui s'organise repose sur quelques personnes, intimement liées à leur territoire, à leur environnement, à leur structure sociale. AgriculteurEs bio, éleveurEs de chèvres, habitantEs ancrés, partie prenante d'un paysage difficile, autour duquel la pluie, le vent, la boue sont le lot commun, le cadre quotidien.

Ces gens-là parlent breton. Les paysanEs âgés partagent la langue, leur langue maternelle, avec les enfants, leurs petits-enfants qui l'apprennent en immersion. Le breton est la langue de la vie à la ferme, de la traite à la commercialisation des produits en vente



TITA PRODUCTIONS PRÉSENTE
RE AR MENEZ
UN FILM DE DOUNIA WOLTECHE-BOVET

REALISATION DOUNIA WOLTECHE-BOVET PRODUCTION LAURENCE ANSOUER MONTAGE JULIEN CATHALIC IMAGE GUILLAUME KOZAKIEWICZ DOUNIA WOLTECHE-BOVET NEDIMA BERGER

EMMANUEL ROY CELINE LION CON CRISTEL SOUBRET JEAN-MARIE BLAIVEK KLET REVER FRANÇOIS LANGLAS ETIENNE FOYER MATTHIAS GERMAIN COGIR IMAGO



directe. C'est aussi la langue de la fête, du chant et de la danse au moment du fest deiz, point de rencontre au cœur de la lutte.

Le cheval bleu

L'évocation du cheval bleu — la petite éclaircie fugace qui traverse l'épaisse couche de nuages sombres dont sont faits les ciels bretons, à laquelle on peut prêter cette forme — le recours au super 8, en noir et blanc, pour filmer la déambulation des enfants, en font un documentaire poétique. Puis, le point de vue des enfants sur la lutte, sur leurs jeux au cœur du bois menacé — qui fait penser à la ZAD des enfants installée dans le bois de Bord, contre le projet autoroutier A133/A134 — sur leur vision hésitante du monde — que peut-on penser à 10 ans de l'usage du téléphone portable quand on refuse l'installation d'une antenne ? — semble nous emmener dans un monde parallèle. Enfin, le recours à la poésie d'Anjela Duval, poétesse bretonne apprise dans les écoles, la douceur des échanges entre Jakez, le gentil grand-père, et les petits enfants, nous entraînent juste à la marge de notre monde stressé et violent. Tous ces éléments font de ce petit film une ellipse onirique.

Le film peut être projeté, en présence de la réalisatrice, en Bretagne (ou au-delà sur demande) et est disponible en DVD auprès de contact@titaproduct.com

Vincent Gibelin

Essai

The Velvet Underground: le son de l'excès, de Massimo Palma

Traduction de Manuel Esposito, éditions de la Variation, 2023, 113 pages, 14 euros.

The Velvet Underground

le son de
l'excès

Ce petit livre nous invite à revenir sur un grand groupe — « mythique » dirait-on de nos jours — qui a offert à la postérité l'un des disques les plus marquants d'une époque politique (la fin des années 1960) connu pour être celui à « la banane »¹: le groupe de Lou Reed et de John Cale, en collaboration avec la chanteuse Nico, produit du croisement entre le pop art de Andy Warhol et la musique pop de Reed et de ses amiEs.

La variation

Le livre est publié dans la collection La Ritournelle², l'une des trois de ce tout nouvel éditeur, qui « entend penser la musique, en faisant se rencontrer musique populaire et philosophie ». L'ouvrage consiste donc en une variation, au sens musical du terme, autour du Velvet, notamment de son disque le plus emblématique, *Velvet Underground & Nico*. Un philosophe, Massimo Palma, tient la plume, trempee à l'encre de son art. Il nous invite à une lecture décalée de l'œuvre, structurée autour de cinq mots, visant à donner des clés de compréhension du Velvet, de son producteur Warhol, et plus globalement de cette époque et de sa musique. Autant d'entrées qu'il désigne comme cinq motifs : le travail, le contrat, l'épopée, la fête, la responsabilité qui, selon lui, donnent une forme à leur prophétie : « *Lou Reed et toute la bande du Velvet avaient vu ce que nous sommes devenus aujourd'hui. Alors même qu'ils représentaient la marge de leur époque, ils sont devenus nos plus parfaits contemporains* ».

Discordance géniale ?

La musique du Velvet peut surprendre, de même que le succès qu'elle a fini par rencontrer, mais son inscription dans la durée, en tant que marqueur d'une époque, témoin bien présent, se comprend beaucoup mieux. L'auteur de l'essai propose une interprétation savante de ce phénomène qui conduit à l'inscription dans le monde actuel de l'œuvre de ces monstres sacrés, comme si leur musique, dérangeante, avait alors été écrite pour notre époque, discordante. Un conseil de lecture pour ce texte un peu difficile : le lire une fois sans s'arrêter sur ce qui paraît un peu abscons, puis laisser reposer un moment, écouter le disque — volume sonore élevé — puis, seulement après, le relire tranquillement pour en saisir la portée !

Claude Moro

1 – https://www.youtube.com/playlist?list=PLiN-7mukU_Re4HJYnnC6DcvLvUzmsvh4R
2 – <https://www.editionsdelavariation.com/>

